

**Christine NEAU-LEDUC**

## **CURRICULUM VITAE**

### **TITRES**

Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Professeur à l'Université Montpellier 1 (2005 – 2012)

Professeur à l'Université Toulouse 1 (2003 – 2005)

Agrégée de droit privé et de sciences criminelles (2003 - 3<sup>ème</sup> rang)

Habilitation à diriger des recherches (Université Montpellier 1 - 2002)

Maître de conférences (Université Montpellier 1 – 1999 - 2003)

Doctorat de l'Université Paris 2 (1998)

DEA de Droit privé (Université Montpellier 1 - 1991)

### **ACTIVITÉS ET FONCTIONS SCIENTIFIQUES**

Membre du comité scientifique de la Revue Droit social

Membre du Conseil d'Orientation pour l'Emploi

Membre du conseil d'administration de l'Association française pour l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

Membre du comité scientifique des Assises du Droit social

Membre de l'Association Henri Capitant

Conseiller scientifique pour le Droit auprès de la Directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, MENESR (2015-2019)

Délégué scientifique à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (2009-2014)

## **FONCTIONS et RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES**

Membre du Conseil d'administration de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Vice-présidente CA (Affaires institutionnelles 2016 - 2020)

Directrice du Département de droit privé de l'Ecole doctorale de droit de la Sorbonne de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Responsable de la mention Master Droit de l'entreprise de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Co-directrice du Centre de Droit social de la Sorbonne (IRJS EA 4150)

Responsable du Master 1 Droit social de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2012 - 2016)

Membre du Conseil de l'UFR 12 Travail et Etudes sociales de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2013 - 2015)

Directrice de l'Ecole doctorale « Droit et Science politique » de l'Université Montpellier 1 (2010-2012)

Directrice de la Chaire « RSE et Monde du travail » Labex Entreprendre (2011-2015)

Co-directrice du laboratoire de droit social (EA 2996 - Faculté de droit de Montpellier -2009-2012)

Co-directrice du Master professionnel Droit et pratique des relations de travail (Faculté de droit de Montpellier - 2008-2012)

Responsable du DU « Entreprises de dimension internationales et droit social » à la Faculté de droit de Montpellier (2007-2012)

Responsable du DU « Certificat d'études spécialisées de droit du travail » (DJCE - Faculté de droit de Montpellier) de 2001 à 2007

Membre de la Commission Nationale d'Inscription et de Discipline des Mandataires Judiciaires (2009-2014)

Membre du Conseil de l'UFR Droit de l'Université Montpellier I (2006-2010)

## **TRAVAUX**

"*La restructuration*" : L.G.D.J., biblio. dr. privé, tome 342, 2000,

*Droit, justice et liberté : Libre propos au pays des songes*, Mélanges en l'honneur de Bernard Teysse, Litec, 2019, p. 851 et s.

\* **Articles, rapports, études**

**Droit social**

*Droit du travail : le renouvellement des techniques*, Avant-propos P. Lokiec et C. Neau-Leduc, Dr. soc., 2019, p. 468 et s.

*Réforme du Code du travail : le comité social et économique*, (et alii) RJS 4/18, chron., p. 263 et s.

*Réforme du Code du travail : analyse des nouvelles règles de la négociation collective*, (et alii) RJS 12/17, chron., p. 867 et s.

*La restructuration des branches professionnelles imposée*, JCP S, 2016, n°51-52, 1444, p. 30 et s.

*Les experts : quelques mots...*, Cah. soc. Barreau Paris, n° 286, juin 2016, p. 320 et s..

*Information et consultation du comité d'entreprise : une refonte sensible*, Cah. soc. Barreau Paris, n° 281, janvier 2016, p. 51 et s..

*Une politique RSE, un atout à part entière* in Responsabilité sociétale des entreprises, Journal du Parlement, Dossier études et initiatives sociales, 2015, p. 26 et s..

*La coopération et la participation* in « La cause en droit du travail », sous la dir. de B. Teyssié, Ed. Panthéon-Assas, 2013, p. 253 et s.

*Temps de travail, le secteur de la distribution directe à la croisée des chemins* : Dr. soc. 2013, p. 614 et s.

*Les sanctions dans la soft law* in « La sanction en droit du travail », sous la dir. de B. Teyssié, Ed. Panthéon-Assas / Lextenso, 2012, p. 13 et s., n° 4 et s.

*Les modes d'exercice des professions juridiques* : Travaux de l'Association H. Capitant, Tome LXI, 2011, p. 307 et s.

*L'impact de la RSE sur le droit positif* : Rev. Dr. fiscal, 2011, n° 131, p. 22 et s.

*Brèves remarques d'actualité sur les procédures collectives, les salariés et les groupes de sociétés* : Rev. proc. coll., juill.-août 2011, n° 4, p. 45 et s.

*RSE et droit social – Présentation* : in « Responsabilité sociale des entreprises – Regards croisés Droit et Gestion » sous la direction de F.-G. Trébulle et O. Uzan, *Economica*, 2011, p. 113 et s.

*Gouvernance des entreprises et direction des salariés* : in « Les paradoxes du droit du travail » : Sem. sociale Lamy, suppl. n° 1508, 10 oct. 2011, p. 102 et s.

*L'articulation de la norme légale et de la norme conventionnelle* in « L'articulation des normes en droit du travail », sous la dir. de B. Teyssié, *Economica*, 2011, p. 153 et s., n° 233 et s.

*Les juges et le droit social : quelques propos en guise d'introduction* : Dr. soc. 2010, p. 871 et s.

*A propos de l'introduction d'une « garantie sociale »* in « Les concepts émergents en droit des affaires », LGDJ, collection Droit et Économie, 2010, p. 141 et s.

*Cotisations sociales patronales et garantie de l'AGS : une assiette... sans fin* : Cass. soc., 17 juin 2009 : Dr. soc. 2010, p. 849 et s.

*Droit social, banques et frontières* : Revue de droit bancaire et financier, janvier 2010, p. 84 et s.

*Présomption de représentativité, preuve de l'existence d'une section syndicale : première décision après la loi du 20 août 2008* : RLDA, 2009/11, n° 2599, p. 45 et s.

*L'acte collectif, notion fondamentale du droit du travail* in « Les notions fondamentales du droit du travail », sous la dir. de B. Teyssié, Editions Panthéon-Assas, 2009, p. 81.

*Perte de la représentativité et sort de l'accord collectif d'entreprise* : Dr. soc. 2009, n° 9-10, p. 910

*Les restructurations d'entreprises et le droit du travail* : Rev. marocaine d'économie et de droit comparé, n° 51, 2009, p.285 et s.

*Relations Loi / Branche : le rôle de « loi professionnelle » de la branche renforcé* : Sem. sociale Lamy, suppl. n° 1361, 2008, p. 65 et s.

*Les accords sur la responsabilité sociale de l'entreprise* : Dr. social 2008, n° 1, p. 75.

*Les sanctions de la GPEC* : Dr. social 2007, n° 11, p. 1081

*La responsabilité du dirigeant employeur : éclairage d'actualité au travers du délit d'entrave, du travail illégal et du harcèlement moral* : RLDA 2006/11, n° 591, p. 78.

*La responsabilité sociale de l'entreprise : quels enjeux juridiques ?* : Dr. social 2006, n°11, p. 952.

*Le détachement transnational de travailleurs, passager clandestin de la loi PME du 2 août 2005* : JCP S 2005, n° 18-19, étude 1292, p. 11.

*Le compte épargne-temps : version 2005* : JCP S 2005, n° 4, étude 1064, p. 11.

*Fidélité et groupements de la "grande distribution" - Bref éclairage* : Cah. dr. ent., 2000, n° 5, p. 11

*Pouvoir du juge et protection du consommateur : décisions en clair-obscur* (CJCE, 27 juin 2000 et Cass. 1<sup>ère</sup> civ., 15 février 2000) : Cah. dr. entr., 2001, n° 2, p. 23 (pouvoir du juge de relever d'office la nullité en matière de contrat de consommation)

*L'hygiène et la sécurité du travail dans les services d'incendie et de secours : les corps de sapeurs-pompiers à l'épreuve du droit du travail*, Rapport d'étude sous l'égide de l'Institut National d'Etudes de la Sécurité Civile, Ministère de l'Intérieur, 2000, 95 p., publié dans la revue de l'Institut (difficultés d'application du droit du travail dans le cadre de la fonction publique et des missions de secours).

*A propos de la notion de temps de travail effectif...* : in *L'Europe sociale et le droit du travail*, cycle de conférences du séminaire franco-allemand organisé par les Facultés de Droit de Montpellier et de Heidelberg, éditions Faculté de Droit de Heidelberg, 2000-2001, p. 137 et s.

#### **\* Notes, commentaires, observations**

*Note sous Cass. soc., 13 juill. 2017* : Bull. Joly, nov. 2017, n° 116z7, p. 668 et s., *Coemploi : reflux confirmé*

*Note sous Cass. com., 3 juill. 2012* : Bull. Joly, Entreprises en difficultés (BJE) sept-oct. 2012, § 172, p. 284 (Sodimédical – justification liquidation – fraude au droit social)

- Note sous Cass. soc.*, 9 mars 2011 : Bull. Joly, Entreprises en difficultés (BJE) sept. 2011, § 133, p. (mise en cause des organes de la procédure en cours d'instance)
- Observations sur Cass. soc.*, 7 avr. 2010 : Actualité Procédures Collectives, n°10, 4 juin 2010, p. 1 et s., n° 141 ( Garantie AGS et compte épargne temps)
- Note sous Cass. soc.*, 8 déc. 2009 : Bull. Joly, mai 2010, § 89, p. 457 (Portée d'une transaction sur des stock-options)
- Commentaire sur Directive n° 2008/94/CE du 22 oct. 2008 relative à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur* : Actualité Procédures Collectives, n° 6, 27 mars 2009, p. 1
- Note sous Cass. soc.*, 5 mars 2008 : Bull. Joly, nov. 2008, § 180, p. 848 (périmètre d'information dans groupe de sociétés – expert CE)
- Note sous Cass. soc.*, 16 janv. 2008 : Bull. Joly, juillet 2008, § 119, p. 562 (fusion GDF-Suez – information CE/CEE)
- *Note sous Cass. soc.*, 12 sept. 2007 : JCP S 2008, 1325 (NAO, convocation de tous les syndicats)
- Note sous Cass. soc.*, 18 oct. 2007 : Bull. Joly, févr. 2008, § 29, p. 119 (Pacte d'actionnaire – incompétence CP)
- Note sous Cass. soc.*, 19 sept. 2007 : Bull. Joly, janv. 2008, § 1, p. 10 (UES, notion pas relative – confirmation)
- Observations sur Cass. soc.*, 5 et 21 déc. 2006 : Actualité Procédures Collectives, n° 3, 20 février 2007
- Note sous Cass. soc.*, 5 juill. 2006 : Bull. Joly, janvier 2007, § 6, p. 68 (Consultation CCE/C. d'établissement)
- Observations sur Cass. soc.*, 20 juin 2006 : Actualité Procédures Collectives, n° 13, 4 août 2006 (défaut de paiement des salaires et rupture du contrat de travail dans entreprise en difficultés)
- Note sous Cass. soc.*, 14 mars 2006 : JCP S 2007, n° 4, 1042, p. 35 (CE et recours à expert rémunéré)
- Note sous Cass. soc.*, 28 févr. 2006 : JCP S 2006, n° 50, 1988 (Portée du contenu d'un accord de substitution / à l'accord dénoncé)
- Note sous Cass. soc.*, 18 janv. 2006 : Bull. Joly, juin 2006, § 164, p. 786 (Cession d'actions et mise en cause d'accord collectif)
- Commentaire sous Cons. conc.*, déc. n° 06-MC-02 du 27 juin 2006 : *Contrat de travail et pratiques anticoncurrentielles : liaisons dangereuses* : RLC 2006/9, n° 621, p. 23 (contrat de travail source d'une pratique anticoncurrentielle ; suspension de la stipulation par le Conseil)
- Note sous Cass. soc.*, 16 nov. 2005 : JCP S 2006, n° 11, 1218 (champ d'application territorial d'un accord étendu)
- Note sous Cass. soc.*, 9 nov. 2005 : JCP S 2006, n° 6, jur. n° 1120 (accord portant la répartition des subventions de fonctionnement CCE et C. d'établissements)
- Note sous Cass. soc.*, 9 nov. 2005, 2 esp. : JCP S 2006, n°1-2, jur. n° 1010 (portée de la nullité d'un accord de substitution)

*Note sous Cass. soc., 3 nov. 2005* : Bull. Joly, mars 2006, § 74, p. 363 (Gérant-salarié de station-service – interposition de société)

*Note sous Cass. soc., 12 oct. 2005* : JCP S 2005, n° 23, jur. n° 1377 (Procédure d'alerte : prérogative exclusive du CCE)

*Note commune sous Cass. soc., 12 janv. 2005 et 26 janv. 2005* : Bull. Joly, mai 2005, § 133 et 134, p. 592 (Définition et périmètre de l'UES – société sans salarié et complémentarité partielle des activités)

*Note sous Cass. soc., 24 nov. 2004* : Bull. Joly, mars 2005, § 78, p. 395 (Définition et périmètre de l'UES – société sans salariés)

*Observations sur Cass. soc., 13 oct. 2004* : Dr. social, avril 2005, p. 489 (délégué syndical, pouvoir liste électorale)

*Observations sur Cass. soc., 12 oct. 2004* : Dr. social, janvier 2005, p. 113 (délégué syndical et délégué du personnel)

*Observations sur Cass. soc., 5 oct. 2004* : Actualité Procédures Collectives, n° 18, 15 nov. 2004 (LCO en période d'observation : contenu et portée de l'ordonnance du juge-commissaire)

*Observations sur Cass. soc., 12 juin 2001* : Dr. soc., 2001, p. 894 (appréciation du motif économique de licenciement et groupe international de sociétés).

*Observations sur Cass. soc., 20 mars 2001 et Cass. soc., 3 avril 2001 (2 arrêts)* : Actualité Procédures Collectives, n° 10, 8 juin 2001 (transfert des contrats de travail et procédures collectives).

*Commentaire sous Cons. conc., avis n° 2000-A-06, 3 mai 2000, Carrefour-Promodès* : Recueil Lamy, 2001, n° 821 (contrôle des concentrations et impact des engagements souscrits par les parties à l'opération)

*Note sous Cass. soc., 10 mai 1994* : J.C.P., 1995, éd. E., II, 730 (rupture du contrat de travail avant tout commencement d'exécution et droit du licenciement)

*Obs. sur CA Montpellier, ch. soc., 5 janv. 2000 (2 arrêts) et 8 mars 2000* : HJC, Cah. juris. soc., n° 2, 2000 (validité des conventions de forfait et preuve des heures supplémentaires).

*Commentaire sous Cons. conc., déc. n° 99-D-11, 9 février 1999* : Recueil Lamy, 1999, n° 780 (restructuration et imputabilité des infractions aux règles du droit de la concurrence)

## **COLLOQUES, CONFÉRENCES, SÉMINAIRES**

\* Colloque « 30 ans de l'IDAI », intervention : *Quelles perspectives pour le dialogue social ?*, Université du Caire, 13 juin 2019.

\* Congrès Capitant journées internationales Bordeaux-Paris du 3 au 7 juin 2019 « *La solidarité* ». Rapport national sur : « *L'économie solidaire* ». A paraître

\* Colloque Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Centre de droit social de la Sorbonne, *L'impact des normes et de l'activité de l'OIT sur le droit social français* : intervention *L'OIT et la RSE*, Paris 22 mars 2019.

- \* Colloque Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, *Loi PACTE : quelles (r)évolutions ?* : intervention, *Réflexions sur la notion d'intérêt social à l'aune de la réécriture de l'article 1833 du Code civil*, 20 mars 2019.
- \* Colloque de l'Ecole de droit social de Montpellier (Université de Montpellier) « *Actualité des transferts d'entreprise* », intervention : *Droit français, droit de l'Union européenne : quelle conformité ?*, 9 juin 2017
- \* Colloque du Centre du droit de l'Entreprise (Université de Montpellier) « *Groupe de sociétés et procédures collectives : de l'autonomie patrimoniale des sociétés groupées à l'unité patrimoniale du groupe* », intervention : *L'adjonction d'un patrimoine complémentaire par un mécanisme de responsabilité : de la théorie du co-emploi à la responsabilité de droit commun*, 2 juin 2017
- \* Colloque Université de Bordeaux, *L'accord collectif après la loi El Khomri*, intervention : *L'accord collectif et le contrat de travail. La supériorité de l'accord collectif*, 3 mars 2017, publication
- \* Colloque Université de Nice, *Quelles régulations pour l'économie collaborative ? Un défi pour le droit économique*, intervention : *L'apparition de nouvelles dépendances*, 16 décembre 2016.
- \* Colloque Université de Caen, *Les groupes de sociétés : Quels pouvoirs ? Quelle responsabilité ?*, intervention : *La RSE dans les groupes de sociétés*, 18 novembre 2016.
- \* Colloque Sénat, *Les branches professionnelles*, intervention : *La restructuration des branches professionnelles imposée*, 12 octobre 2016 (publié)
- \* Colloque 2<sup>ème</sup> Journée Cambacérès (Université de Montpellier) « *La réforme du droit du travail* », Rapport de synthèse, 1<sup>er</sup> juillet 2016, publication
- \* Colloque de l'Ecole de droit social de Montpellier (Université de Montpellier) « *La dynamique de la négociation collective* », intervention : *Légitimité et compétence des négociateurs*, 10 juin 2016
- \* Colloque Cour de Cassation IRJS Paris 8, cycle *Santé et Environnement*, intervention intitulée : *L'alerte*, Cour de Cassation, 10 mars 2016
- \* Colloque « 25 ans de l'IDAI », intervention : *25 ans de droit du travail*, Université du Caire, 25 mars 2015, publication
- \* Colloque « *Les codes d'éthique, un nouveau défi pour les entreprises* », intervention : *Les vecteurs de diffusion des codes d'éthique* Colloque IDEP, Université Paris-Sud, Paris 1<sup>er</sup> juillet 2014.
- \* Colloque « *RSE : question de gouvernance d'entreprise durable* », intervention : *Droit social et RSE : une réelle avancée ?* Colloque : CNCC, Thomson Reuters Transactive, Cercle de la Compliance, IFA, AFJE (association française des juristes d'entreprise) Ethics and Boards, Paris 18 juin 2014.
- \* Colloque de l'Ecole de droit social de Montpellier (Université Montpellier 1) « *Les entretiens avec le salarié* », intervention : *Entretien et rupture du contrat de travail*, 6 juin 2014
- \* Colloque « *L'alerte environnementale et sanitaire après la loi du 16 avril 2013* », Paris 5 déc. 2013, intervention : *les enjeux de l'alerte en entreprise* – Colloque Paris 1
- \* 38<sup>ème</sup> Colloque, Association Droit & Commerce « *Réorganisation et restructuration d'entreprise : quel traitement social ?* » : intervention : *Le rôle de la représentation du personnel*, Aix-les-Bains, 8 juin 2013
- \* *La coopération et la participation*, conférence 24 mai 2013, publication

- \* Séminaire « *Développement durable & responsabilité sociétale, quels enjeux ?* », Pôle emploi LR, Montpellier, 27 mars 2013, intervention : « *RSE, quelle stratégie... ?* »
- \* Colloque « Développement durable : Métamorphoses et mutations de la responsabilité ? » : *Rapport de synthèse*, Université de Strasbourg, 24 et 25 janvier 2013, actes du colloque
- \* Colloque du Bicentenaire du Barreau de Montpellier 21 juin 2012 : *RSE : santé, égalité, enjeux de performance ?* in *Entreprises et Droits de l'Homme* – Intervention : *La responsabilité sociétale de l'entreprise*
- \* *La sanction dans la soft law*, conférence 5 avril 2012, publication
- \* VIIème Colloque international organisé par l'Association Européenne de Droit Bancaire et Financier (AEDBF) *Banques : nouvelles obligations et nouvelles responsabilités* - 14 oct. 2011, intervention intitulée : *La responsabilité sociale de l'entreprise bancaire*
- \* Congrès Capitant journées internationales Cambodge-Vietnam du 12 au 18 juin 2011 « *Les professions juridiques* ». Rapport national sur : « *Les modes d'exercice des professions juridiques* », publication
- \* Colloque du Laboratoire de droit social Université Montpellier 1, *La mobilité des salariés* 9 juin 2011, rapport introductif.
- \* Colloque Laboratoire de droit privé, Université Montpellier 1, « EIRL et actualités de la loi de sauvegarde des entreprises » (27 mai 2011), intervention intitulée : « *Brèves remarques d'actualité sur les procédures collectives, les salariés et les groupes de sociétés* », publication
- \* Colloque IRJS Paris 1 et HEC, *La responsabilité sociale des entreprises : un nouvel enjeu fiscal* (24 mai 2011), intervention intitulée : « *Impact de la RSE sur le droit positif* », publication
- \* *L'articulation de la norme légale et de la norme conventionnelle*, conférence 12 novembre 2010, publication
- \* Colloque du Laboratoire de droit social Université Montpellier 1, *Les juges et le droit social* 11 juin 2010, rapport introductif, publication
- \* Colloque Université de Tours, 9 avril 2010, « Restructuration et accord collectif de travail »
- \* Colloque CEDAG – Université Descartes - Paris V, 18 mars 2010, « *RSE et droit social* », rapport de présentation, publication
- \* Colloque du Laboratoire de droit social Université Montpellier 1, *Actualités du droit de la négociation collective* – 4 juin 2009, intervention intitulée : *Sort des accords collectifs et perte de représentativité*, publication
- \* Colloque organisé par la Cour de Cassation et la Chaire Régulation de Sciences Po., *Droit et économie du travail et de la protection sociale*, intervention intitulée : *L'entreprise et sa responsabilité sociétale*, Cour de Cassation, le 19 janv. 2009.
- \* *L'acte collectif, notion fondamentale du droit du travail*, conférence 17 octobre 2008, publication
- \* Colloque du Laboratoire de droit social Université Montpellier 1, *Liberté, égalité, diversité et relations de travail* – 13 juin 2008, intervention intitulée : *Les apports du droit communautaire à la liberté, à l'égalité et à la diversité*.



- \* Colloque de la *Revue Droit social* le vendredi 12 octobre 2007, *Quel droit de la négociation collective pour demain ?*, intervention intitulée : *Les accords sur la responsabilité sociale de l'entreprise*, publication
- \* Colloque du Laboratoire de droit social Université Montpellier 1, *La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences* – 8 juin 2007, intervention intitulée : *Les sanctions de la GPEC*, publication
- \* Colloque Université Toulouse 1 « *La libéralisation des services dans l'Union européenne : quel impact pour les travailleurs* » : intervention intitulée *Le droit français du détachement transnational à l'épreuve du droit communautaire* (20 avril 2007)
- \* Colloque franco-marocain (Marrakech-Montpellier 1) « *Entreprise et droit* » : 13 et 14 avril 2006 à Marrakech, intervention intitulée : *Restructuration et droit du travail*, publication
- \* Colloque du Laboratoire de droit social Université Montpellier 1 (2007, *l'Odyssée du droit du travail ?* – 9 juin 2006), intervention intitulée : *Responsabilité sociale de l'entreprise : quels enjeux juridiques ?* publication
- \* Colloque du Laboratoire de droit social Université Montpellier 1 (*Droit de la durée du travail : Actualités et perspectives* - 3 juin 2005), intervention intitulée : *Le compte épargne-temps*, publication
- \* Colloque du Laboratoire de droit social Université Montpellier 1, *La formation professionnelle et le dialogue social après la Loi Fillon IV* - 11 juin 2004, intervention intitulée : *La convention et l'accord de groupe*.
- \* Colloque dans le cadre des Rencontres biennales de l'Inspection du travail (Institut national du travail - INTEFP – 27 mai 2004), intervention intitulée : *La définition et la portée de l'effectivité en droit du travail*.
- \* Colloque organisé par l'Association des Avocats Conseils d'entreprise, *Libertés, égalité des salariés, quelles limites ?* – 23 avril 2004, intervention intitulée : *L'égalité et les salariés*.
- \* Participation aux cycles de conférences du séminaire annuel de droit comparé franco-allemand organisé par les Facultés de Droit de Montpellier et de Heidelberg sur différents thèmes, par exemple, sur *L'impact de la jurisprudence communautaire sur le droit interne* (juil. 1999), *Les enjeux de la notion de temps de travail effectif* (juil. 2001) ; *Contrat de travail et droit européen* (juil. 2006). Publication